



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SMICVAL**

8 RUE DE LA PINIERE

—

33910 Saint-Denis-De-Pile

Références : 25-930  
Code AIOT : 0100011815

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement SMICVAL implanté Zone d'activité les Pins 33860 Reignac. L'inspection a été annoncée le 24/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a effectué une visite de récolement de la déchèterie de Reignac ouverte au public depuis le 15 septembre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMICVAL

- Zone d'activité les Pins 33860 Reignac
- Code AIOT : 0100011815
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchèterie de Reignac a été enregistrée par arrêté préfectoral du 16 novembre 2023 pour la collecte de déchets non dangereux pour un volume maximal de 594 m3 (rubrique 2710-2 régime de l'enregistrement) et de déchets dangereux pour une quantité maximale de 6,9 t (rubrique 2710-1 régime de la déclaration).

L'arrêté préfectoral susmentionné acte un aménagement de l'article 21 (moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie) de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-III et 32	Demande d'action corrective	15 jours
13	Surveillance des rejets liquides	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 34, 35 et 38	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Conformité au dossier d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 1.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Local de stockage des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours
20	Stockage des huiles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 1.2	Sans objet
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 26/03/2015, article 16	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Sans objet
6	Système de détection de fumée	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Sans objet
7	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 2.1	Sans objet
8	Plans des locaux et schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	Sans objet
9	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	Sans objet
10	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Sans objet
11	Zone de dépôt pour le réemploi	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 28	Sans objet
15	Bruit et vibrations	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41	Sans objet
16	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	Sans objet
17	Réception des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2 de l'annexe I	Sans objet
19	Ventilation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.4 de l'annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les installations composant la déchèterie ont été réalisées conformément au dossier d'enregistrement à l'exception d'une partie du système de collecte des eaux pluviales et du bassin de rétention des eaux pluviales. L'inspection a demandé à l'exploitant la transmission des plans des ouvrages exécutés et la justification de la capacité de rétention du bassin.

L'inspection a constaté que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 sont globalement respectées. L'inspection a demandé à l'exploitant de compléter les affichages

réglementaires et de placer sur rétention le fut de collecte des huiles minérales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations			
Prescription contrôlée :			
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
N ° d e l a n o m e n c l a t u r e	I n s t a l l a t i o n s e t a c t i v i t é s c o n c e r n é e s	É l é m e n t s c a r a c t é r i s t i q u e s	R é g i m e d u p r o j e t
2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à l'article 2710-1 a rubrique 27192. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m³	594m³	E
2710-1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à l'article 2710-1 a rubrique 27191. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure	6,9t	DC

	étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	
--	--	--

Régime: E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique)

**Constats :**

L'inspection a effectué une visite complète de la déchèterie et constaté la présence de huit alvéoles destinées au dépôt par les particuliers de gravats, bois, encombrants enfouissables, cartons, ameublement et déchets verts d'une capacité globale de 550 m<sup>3</sup> environ, y compris les bennes dans lesquelles ces déchets sont chargés.

L'inspection a également constaté la présence d'une benne pour le plâtre, d'un compacteur à métaux, de bornes pour le papier et le verre, d'un fût d'huiles alimentaires et de conteneurs pour le petit électroménager, les pneumatiques, le textile et les articles de sport, d'une capacité globale de 20 m<sup>3</sup> environ. Un local pour les déchets électriques et électroniques (DEEE) destiné au gros électroménager complète les installations de réception des déchets non dangereux. La capacité totale de stockage des déchets non dangereux est conforme à celle enregistrée.

Concernant les déchets dangereux, l'inspection a constaté la présence d'une cuve à huiles minérales de 2,5 m<sup>3</sup> (2,25 t), d'une aire de réception du gros électroménager (produisant du froid) déclarée pour 2,5 t (dans le local DEEE), de conteneurs pour les batteries, lampes et piles d'une capacité globale de 1,3 t et d'un local pour les déchets diffus spécifiques (DDS) équipé de contenants (futs, géobox, tribox) d'une contenance totale déclarée de 1 t pour les pâteux, colles, peintures, phytosanitaires, aérosols, filtres à huile...

La capacité totale déclarée de stockage des déchets dangereux est de 6,9 t. L'exploitant n'est pas en mesure d'évaluer la masse totale de déchets dangereux présents sur site. Il indique que le dimensionnement des contenants et des aires de réception des déchets dangereux limite de fait la quantité à moins de 7 t. Il précise que la cuve à huiles minérales est vidangée dès que le niveau atteint la moitié de sa capacité, que les déchets dangereux réceptionnés dans le local DDS sont enlevés toutes les semaines par les prestataires et que le suivi des quantités enlevées permet de s'assurer que moins de 7 t de déchets sont présents sur la déchèterie. Des zones dédiées au réemploi sont présentes sur le site avec une maison des objets et des préaux pour le mobilier et les matériaux.

Enfin, un bâtiment propriété de la communauté de commune de l'Estuaire est enclavé dans la déchèterie, il se situe entre la voie de service et les infrastructures de la déchèterie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Localisation des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Localisation des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des

<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a recensé les locaux DEEE et DDS comme présentant un risque d'incendie, d'explosion et de toxicité en raison de la nature des produits collectés. Ces dangers sont matérialisés sur le plan « défense incendie » de la déchèterie et affichés sur la porte des locaux. Le plan du local DDS (stockage des déchets dangereux) n'était pas disponible le jour de la visite. L'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre ce plan et de l'afficher dans le local dans les plus brefs délais.</p> <p>L'exploitant a transmis le 2 décembre 2025 le plan du local de stockage des déchets dangereux et justifié (photographie à l'appui) l'affichage de ce plan dans le local DDS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Clôture de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que la déchèterie est intégralement clôturée.</p> <p>Le bâtiment de la communauté de communes de l'Estuaire, enclavé dans la déchèterie, est par conséquent également clôturé. Ce bâtiment est destiné à l'hébergement d'ateliers de réemploi/réparation par des entreprises d'insertion. Des clôtures intérieures et barrières interdisent l'accès direct à la déchèterie depuis ce bâtiment.</p> <p>L'accès de service pour les camions bennes (et les véhicules d'incendie et de secours) est fermé par un portail sur lequel est apposé un panneau « sens interdit sauf service ».</p> <p>L'inspection a constaté à 12h45 que l'accès à la déchèterie était fermé par un portail et qu'un panneau situé à l'entrée indiquait les horaires d'ouverture : 9h-12h / 13h-17h pour les horaires d'hiver (2 novembre au 29 février).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2015, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p> <p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment large afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les engins des services d'incendie et de secours accèdent à la déchèterie par l'accès et la voie de service dimensionnés pour la circulation des poids lourds. Cette voie de service dessert les bâtiments et aires de dépôt des déchets. Les locaux DDS et DEEE ainsi que la maison des objets sont accessibles par des portes disposées sur deux façades opposées.</p> <p>Aucune plateforme dénivelée de déchargement des déchets apportés par les particuliers n'est présente sur la déchèterie.</p> <p>Les voies de circulation sont suffisamment larges pour permettre aux usagers de manœuvrer aisément.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification initiale des installations établi par Alpes Contrôle le 3 septembre 2025. Ce rapport fait état d'une non-conformité dans le local DDS : <i>Installer des tubes de protection des canalisations en matière métallique, pour mémoire ces tubes devront être reliés à la terre comme toutes les masses métalliques du local (BAES, Grilles de ventilations...). Les appareils et appareillages métalliques utilisés en zone ATEX doivent être dotés d'une liaison au circuit de protection externe lorsque nécessaire.</i></p> <p>L'exploitant a indiqué que les chemins de câbles du local DDS (initialement en matière plastique) ont été remplacés par des chemins de câbles en matière métallique. L'inspection a constaté la présence de chemins de câbles en matière métallique dans le local DDS et leur raccordement à la</p>



terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Système de détection de fumée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de détection de fumée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence de détecteurs de fumées dans les locaux DEEE et DDS ainsi que dans celui réservé au personnel. L'exploitant a indiqué que les détecteurs de fumée sont raccordés au système de sécurité incendie (SSI). En cas de déclenchement en dehors des horaires d'ouverture, l'alarme est reportée vers le téléphone d'astreinte.</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure de maintenance/essai de ces détecteurs. L'entretien des détecteurs de fumée est planifié dans le tableau de vérification générale périodique (VGP) des déchèteries.</p> <p>Les locaux ne sont pas équipés de système d'extinction automatique d'incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En lieu et place des dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 de la nomenclature des ICPE, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours [...]</li> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100</li> </ul>

ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 164 m d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures [...] Les appareils sont distants entre eux de 150 m maximum [...]. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours. [...] L'exploitant est en mesure de justifier que au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage, - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques [...]

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

L'exploitant a sollicité un aménagement aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 de la nomenclature des ICPE. L'exploitant a proposé l'utilisation d'une réserve d'eau incendie de 240 m<sup>3</sup> située à plus de 100 m de tout point limite de la déchèterie. Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Gironde a reconnu, par courrier du 9 mars 2023, acceptable la proposition de l'exploitant d'utiliser la réserve d'eau publique n°79 comme défense extérieure contre l'incendie. Cette réserve est située à 164 m de tout point limite de la déchèterie selon l'exploitant. L'inspection a constaté la présence de cette réserve d'eau, son accessibilité par les engins incendie et son équipement pour raccordement aux engins incendie.

Un téléphone portable professionnel permet de contacter le service d'incendie et de secours.

Les plans d'intervention et d'évacuation de la déchèterie sont affichés sur site.

La déchèterie est dotée de 18 extincteurs portatifs neufs de 6 à 9kg répartis dans les bâtiments, dont les locaux DEEE et DDS, et les aires extérieures de collecte. Un extincteur à roue de 50 kg est également présent sur site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Plans des locaux et schéma des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plans des locaux et schéma des réseaux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.

Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'intervention (version 09/2025) et les plans d'évacuation des locaux (version 09/2025) sur lesquels figurent les emplacements des extincteurs et des déclencheurs manuels d'alarme incendie.

Un dossier spécifique « Plan de défense incendie » comprenant notamment les modalités d'accès au site, les modalités d'accueil du service d'incendie et de secours et les plans d'intervention et d'évacuation a été transmis par l'exploitant au SDIS de la Gironde le 2 décembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Consignes d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation

##### **Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ; [...]
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 29 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; [...]
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. [...]

##### **Constats :**

L'exploitant a présenté les fiches réflexe « Conduite à tenir en cas d'incendie en pôle de recyclage » et « Déversement/pollution - pôle de recyclage SMK Estuaire ».

La première fiche réflexe indique la conduite à tenir par les agents valoristes et leur responsable pour donner l'alerte en cas d'incendie, interdire l'accès au site, attaquer le feu, prévenir les secours, limiter l'impact environnemental des eaux d'extinction et consigner l'évènement (registre de sécurité, information de la DREAL...).

La seconde fiche réflexe indique la conduite à tenir par les agents valoristes pour faire obstacle à l'écoulement d'un polluant et, en cas d'incendie, confiner les eaux d'extinction d'incendie dans le bassin de rétention (fermeture de la vanne d'arrêt du bassin de rétention).

Ces fiches comprennent les consignes prescrites réglementairement, elles sont affichées dans le local du personnel.

L'interdiction d'apporter du feu et de fumer dans la déchèterie est affichée à l'entrée de la déchèterie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Prévention des chutes et collisions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets. I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.
<b>Constats :</b>  Il n'y a pas de quais de déchargement des déchets en hauteur. Les déchets apportés par les particuliers sont déposés dans des alvéoles puis chargés par les agents valoristes dans des bennes. L'exploitant indique avoir opter pour ce mode de collecte pour mieux surveiller les dépôts des particuliers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Zone de dépôt pour le réemploi**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone de dépôt pour le réemploi
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord. Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10 % de la surface totale de l'installation.
<b>Constats :</b>  Trois zones de la déchèterie sont prévues pour le dépôt par les usagers de mobiliers (préau des meubles), de matériaux (préau des matériaux) et d'objets (maison des objets). Les usagers sont orientés vers les zones adaptées par les agents valoristes.  La surface cumulée de ces zones, abritées des intempéries, représentent moins de 10 % de la surface totale de la déchèterie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Stockage et rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-III et 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage et rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 29 III Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon

à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. [...]

IV.-Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]

#### Article 32

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

L'inspection a constaté que les aires de stockage, les voies de circulation et les aires de stationnement sont revêtues d'un enrobé (ou bétonnées) et délimitées par des bordures de trottoirs. La déchèterie est équipée d'un système de collecte des eaux de ruissellement interceptées par les voies de circulations et aire de dépôt des déchets. Les eaux collectées sont traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu naturel (Ruisseau du Pas de Légron) à débit régulé. L'aire de stationnement du chargeur des déchets dispose de son propre séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu naturel à débit régulé. Un bassin de rétention maçonné permet le confinement des eaux d'extinction d'incendie et des déversements accidentels de produits polluants. Une vanne manuelle actionnée par les agents valoristes permet ce confinement.

L'inspection a constaté que les eaux pluviales interceptées par les toitures des bâtiments de la déchèterie et de la communauté de communes de l'Estuaire sont directement rejetées dans le bassin de rétention.

La déchèterie ayant ouvert le 15 septembre 2025, l'exploitant n'a pas eu besoin d'entretenir le séparateur à hydrocarbures. L'exploitant indique qu'un contrat de maintenance avec la société SARP est conclu pour l'entretien des séparateurs à hydrocarbures.

L'inspection a constaté que le fût de collecte des huiles végétales usagées (entreposé sous un préau) est directement posé au sol, sans dispositif de rétention.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant place, dans un délai de 15 jours, sur rétention le fût d'huiles végétales usagées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 13 : Surveillance des rejets liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 34, 35 et 38
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets liquides
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 34 : Les points de rejets dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p>Article 35 : Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L.1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : 5,5&lt;pH&lt;8,5 , MES : 100 mg/l, DCO : 300 mg/l, DBO5 : 100mg/l, indice phénols : 0,3 mg/l, chrome hexavalent : 0,1 mg/l, cyanures totaux : 0,1 mg/l, AOX : 5 mg/l, arsenic : 0,1 mg/l, hydrocarbures totaux : 10 mg/l, métaux totaux : 15 mg/l [...]</p> <p>Article 38 [...] Une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (celles interceptées par les voies de circulations et aire de dépôt des déchets) transitent par un séparateur à hydrocarbures puis un ouvrage de régulation du débit avant rejet au milieu naturel (Ruisseau du Pas de Légron). L'exploitant a confirmé que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne transitent pas par le bassin de rétention.</p> <p>La déchèterie ayant ouvert le 15 septembre 2025, l'exploitant a programmé en 2026 l'analyse des rejets liquides dans le milieu naturel. L'exploitant a indiqué que le prélèvement et les analyses des échantillons seront confiés au laboratoire LANAE (ex AUREA) qui dispose des agréments pour effectuer ces opérations.</p> <p>L'inspection n'a pas été en mesure d'identifier clairement le positionnement du point de prélèvement des échantillons d'eaux pluviales rejetés au milieu naturel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet, dans un délai de deux mois, un plan matérialisant le point de prélèvement des échantillons d'eaux pluviales. Dans le même délai, il transmet des photographies de ce point</p>

de prélèvement.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le prélèvement d'échantillon doit être effectué sur un écoulement des eaux pluviales et que la dilution avant rejet par les eaux pluviales de toiture est interdite.

**En cas d'absence de retour dans les délais impartis il sera proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 14 : Conformité au dossier d'enregistrement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 1.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conformité au dossier d'enregistrement

##### **Prescription contrôlée :**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 3 janvier 2023. Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, sans préjudice des dispositions prévues au Titre 2 du présent arrêté.

##### **Constats :**

L'inspection a constaté que le dossier d'enregistrement de la déchèterie prévoyait notamment la réalisation "d'un bassin de rétention géomembrané à ciel ouvert, d'une capacité de rétention de 260 m<sup>3</sup>, permettant de stocker les eaux de ruissellement des voiries et des toitures du projet", de deux séparateurs à hydrocarbures positionnés en amont du bassin de rétention, d'un ouvrage de régulation calibré à 3l/s/ha et d'une vanne guillotine positionnés en aval du bassin (plan VRD 02 non daté). L'exploitant a confirmé, dans sa réponse aux demandes de compléments du 15 mars 2023, que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont traitées par des séparateurs à hydrocarbures, acheminées vers le bassin de rétention situé au Sud-Ouest du site, puis rejetées dans le ruisseau du Pas de Légron.

Le dossier d'enregistrement indique que la capacité de rétention est calculée à partir de l'ensemble des surfaces imperméabilisées de la déchèterie, y compris la toiture du bâtiment de la Communauté de communes de l'Estuaire et que l'ouvrage de régulation permet le prélèvement d'échantillons.

L'inspection a constaté la réalisation d'un bassin maçonné de rétention des eaux pluviales d'une capacité déclarée par l'exploitant de 260 m<sup>3</sup>. L'exploitant a indiqué que la réalisation d'un bassin « géomembrané » a été écartée en raison de la présence d'une nappe d'eau affleurante et que seules les eaux pluviales interceptées par les toitures transitent par le bassin de rétention.

L'inspection a constaté la présence dans le bassin de rétention d'un tuyau, identifié par l'exploitant comme celui collectant les eaux pluviales de toiture, et de l'exutoire vers le milieu naturel. Malgré les fortes pluies des jours qui ont précédé la visite, le niveau d'eau dans le bassin de rétention était relativement faible. Le positionnement relativement proche du fond du bassin de l'exutoire supposé du bassin vers le milieu naturel pourrait l'expliquer. La capacité de rétention

de 260m<sup>3</sup> n'a pas pu être confirmée par l'exploitant.

L'inspection a également constaté l'absence apparente d'écoulement au niveau du point de rejet qui était à moitié immergé dans le ruisseau du Pas de Légron, malgré les fortes pluies des jours qui ont précédé la visite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet, dans un délai de deux mois, un plan d'exécution coté du bassin de rétention et de l'ensemble des ouvrages de collecte, de traitement, de prélèvement et de rejet des eaux susceptibles d'être polluées.

Dans le même délai, il justifie :

- les évolutions apportées par rapport au dossier d'enregistrement dont la capacité de rétention du bassin et le débit de sortie,
- les conditions de remplissage du bassin de rétention des eaux pluviales, hors fermeture de la vanne guillotine,

- la façon dont la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie est en permanence disponible,

- le positionnement et l'aménagement adaptés du point de prélèvement des échantillons d'eaux pluviales.

L'inspection rappelle que la dilution des eaux pluviales susceptible d'être polluées avec les eaux pluviales de toiture, avant le point de prélèvement des échantillons, est interdite. Le non respect de cette interdiction est susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure de mise en conformité des installations.

L'inspection rappelle également que les prélèvements d'échantillons d'eaux pluviales doivent être effectués sur un écoulement des eaux pluviales.

**En cas d'absence de retour dans les délais impartis il sera proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 15 : Bruit et vibrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit et vibrations

**Prescription contrôlée :**

I. - Valeurs limites de bruit.

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
---	--	---



Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. [...]

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.

#### Constats :

La déchèterie ayant ouvert le 15 septembre 2025, l'exploitant a programmé en 2026 la mesure du niveau de bruit et de l'émergence.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 16 : Registre des déchets sortants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des déchets sortants

#### Prescription contrôlée :

I.- L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : - la date de l'expédition ; - le nom et l'adresse du destinataire ; - la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; - l'identité du transporteur ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/ CE.

#### Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose de plusieurs registres des déchets sortants en fonction du prestataire chargé de l'enlèvement des déchets.

L'inspection a vérifié par sondage les registres des déchets dangereux (via la plateforme dématérialisée Trackdéchets) et des déchets végétaux (Brangeon). Elle a constaté que l'ensemble des informations prescrites figurent dans les registres.

L'exploitant a indiqué que des travaux sont en cours avec le prestataire OPUS pour intégrer dans un même registre les différents registres des déchets sortants. Il précise que cette opération est complexe et que tous les registres ne pourront pas être intégrés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Réception des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception des déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a expliqué que les usagers sont systématiquement accueillis par les agents valoristes et orientés vers les conteneurs et les alvéoles de collecte adaptés aux déchets apportés. Les usagers déposent en autonomie les lampes, petits déchets d'équipements électriques et électroniques et les piles dans les conteneurs. Les huiles sont déposées par les usagers sous la surveillance des agents valoristes qui vérifient la nature des huiles apportées. Les autres déchets dangereux (pâteux, colles, peintures, phytosanitaires, aérosols, filtres à huile...) sont déposés par les usagers sur un conteneur équipé d'une rétention. Ces déchets sont ensuite entreposés dans le local DDS, également équipé d'une rétention, par les agents valoristes. L'inspection n'a pas constaté de stockage à même le sol de déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Local de stockage des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Local de stockage des déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages). [...] Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer. Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.
<b>Constats :</b>

L'inspection a constaté :

- l'entreposage des déchets dangereux dans un local DDS dédié à cet usage,
- l'organisation de l'entreposage par classe de déchets de nature différentes (pâteux, phytosanitaires, aérosols, filtres à huile, batteries ...),
- l'identification du caractère de danger sur les conteneurs,
- l'apposition sur la porte du local des pictogrammes danger d'explosion, produits comburants et danger de toxicité aiguë et de la mention « Accès interdit aux personnes non autorisées »,
- l'affichage dans le local d'un tableau des incompatibilités de stockage ainsi que des équipements de protection individuelle à utiliser,
- la présence d'une douche de sécurité et d'un lave-œil à utiliser en cas de projection ou de contact avec un produit chimique.

Le plan du local de stockage des déchets dangereux n'était pas affiché et non disponible le jour de la visite. L'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre ce plan et de l'afficher dans le local dans les plus brefs délais. L'exploitant a transmis le 2 décembre 2025 le plan du local de stockage des déchets dangereux et justifié (photographie à l'appui) l'affichage de ce plan dans le local DDS.

L'interdiction de fumer n'est pas affichée à l'entrée du local DDS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 19 : Ventilation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.4 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ventilation

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

**Constats :**

L'inspection a constaté que le local de stockage des déchets dangereux est ventilé.

La présence d'une entrée d'air en partie basse d'une façade, d'un système mécanique d'extraction d'air et d'une évacuation d'air en partie haute de la façade opposée ont été constatés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est éloigné des habitations les plus proches situées à plusieurs centaines de mètres.

L'exploitant indique que le système mécanique d'extraction d'air sert également au désenfumage du local et que le débit d'extraction est asservi au système de détection des fumées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 20 : Stockage des huiles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4 de l'annexe I

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des huiles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.</p> <p>Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que la cuve de collecte des huiles minérales est entreposée sous un préau, à l'abri des intempéries, non accessible aux véhicules. Cette cuve double peau, d'une capacité de 2,5 m<sup>3</sup>, est dotée d'un boîtier de détection de fuite dans la double peau. Une consigne affichée à proximité immédiate de la cuve précise notamment la conduite à tenir par les agents valoristes en cas de détection de fuite dans la double peau.</p> <p>Un sac de produit absorbant est positionné au pied de la cuve. L'exploitant a indiqué que la jauge de remplissage de la cuve est vérifiée périodiquement et que la cuve est vidangée lorsque la moitié de sa capacité est atteinte.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les huiles sont déposées par les usagers sous la surveillance des agents valoristes qui vérifient la nature des huiles apportées. L'inspection a constaté que l'information sur le mode opératoire de déversement, notamment l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, et les risques encourus n'est pas affichée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant affiche, dans un délai de 15 jours mois et à proximité de la cuve à huiles, une information sur le mode opératoire de déversement, notamment l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, et les risques encourus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours